



## Intersyndicale de l'enseignement agricole public d'Occitanie

### COMITÉ TECHNIQUE RÉGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC DE LA RÉGION OCCITANIE – 26 AVRIL 2021

#### **Déclaration : L'ÉDREDON VA DÉPASSER DE LA VALISE !**

« Aujourd'hui, je suis incapable de vous dire comment on gère le temps court. Ce qui est sûr pour prendre une image, c'est qu'il va nous falloir faire entrer un édredon dans une valise ! » La situation de l'enseignement agricole public d'Occitanie dément les propos de la directrice générale prononcés le 21 janvier 2021.

Suite aux mobilisations des personnels de la région depuis le 11 mars 2021, la Direction générale de l'enseignement et de la recherche vient d'annoncer qu'elle débloquait la dotation horaire pour permettre le maintien des deux classes de 2<sup>nde</sup> GT de Nîmes et Carcassonne. Nous ne pouvons que nous en satisfaire mais nous dénonçons le caractère insuffisant des réponses apportées et nous ne sommes pas dupes :

- ces moyens seront pris sur d'autres lycées ou régions. Les 46,5 ETP restent supprimés dans l'enseignement agricole public et la région Occitanie apportera son écot. Un collectif budgétaire rétablissant les moyens de l'enseignement agricole public reste indispensable.
- L'annonce est assortie d'une obligation : recruter plus de 70 élèves pour les trois classes ouvertes dans chacun des lycées. Sinon on retombera à deux classes très chargées (jusqu'à 35 élèves par classe). En cette période de pandémie, alors que les journées portes ouvertes n'ont pu être organisées « normalement », cette épée de Damoclès est inacceptable, d'autant qu'elle conduirait à une dégradation des conditions d'apprentissage dans des classes surchargées.
- Surtout, la classe de 1<sup>ère</sup> STAV de Villefranche de Rouergue reste elle fermée, conduisant à terme à la disparition d'une classe de Terminale STAV en 2022, voire de la classe de 2<sup>nde</sup> GT qui n'aura plus de débouché au sein du lycée...

Et les regroupements de classes de BTSA à Nîmes (BTSA 2 GEMEAU) et Carcassonne (BTSA 1 APV et VO) restent d'actualité.

Alors que les effectifs en formation initiale ont augmenté de plus de 3% entre les rentrées 2018 et 2020 entraînant une augmentation des besoins pédagogiques de 2% sur la même période, les moyens octroyés n'ont eux quasiment pas évolué. De plus, les prévisions pour la rentrée 2021 font apparaître une augmentation des besoins de près de 3 % depuis 2018 et les moyens ne suivent toujours pas !

A cette liste d'expédients budgétaires s'ajoute le rétropédalage de la DGER concernant les heures d'Accompagnement Personnalisé en STAV : seule la moitié des heures d'accompagnement sera intégrée, comme en 2020-21, dans les services des enseignant.es, le reste étant financé par des HSE ! Inadmissible ! Quel mépris pour les enseignant.es !

Toutes ces mesures de restrictions budgétaires auront forcément des impacts néfastes sur le fonctionnement des CFA/CFPPA.

Concernant les examens, alors que pour la filière générale et technologique, des décisions



claires ont été prises depuis longtemps (contrôle continu remplaçant les épreuves terminales de spécialité et les E3C et CCF), nos élèves de Bac Pro vont devoir passer 4 épreuves écrites portant sur l'ensemble du cycle de formation (avec des très légers aménagements en maths et histoire). Nos élèves ne seront pas prêts pour ces épreuves, le contexte sanitaire n'a pas permis de traiter l'ensemble du programme. De plus, en fonction des conditions d'accueil décidées dans chaque établissement, les disparités sont importantes. Le principe d'égalité devant les examens est rompu. Malheureusement ce constat s'applique aux autres diplômes DNB, CAPA et BTS. Nous avons l'impression que ces élèves sont les dernières roues de la charrette.

Pour finir l'intersyndicale dénonce les conditions de travail et d'emploi des AED et AESH qui ont manifesté ces dernières semaines.

L'intersyndicale dénonce des situations persistantes de harcèlement moral au travail dans des EPL de la Région. Nous demandons que ces comportements soient condamnés au sein de l'institution. Marie-France Hirigoyen, spécialiste reconnue du harcèlement moral, écrit : "Le harcèlement moral n'est possible que si la culture de l'entreprise le permet, mais cette culture est directement impulsée par la haute hiérarchie. Là où il existe une volonté forte des directions de la sanctionner, le harcèlement moral ne prend pas. Mais dans certains lieux, la culture organisationnelle banalise le manque de respect et les transgressions et le harcèlement n'y est pas sanctionné, ce qui signifie leur acceptation implicite."

C'est à une nouvelle étape de régressions du service public que l'on assistera inévitablement à la rentrée prochaine, si la DGER n'infléchit pas sa position. L'Enseignement Agricole Public se doit d'avoir les moyens de ses ambitions sociétales, la transition agroécologique, que le ministère appelle de ses vœux et que nous soutenons, ne saurait s'opérer avec des établissements publics et des agent.es fragilisé.e.es, précarisé.es, dans leur fonctionnement au quotidien. Nous continuerons à défendre l'efficacité de l'Enseignement Agricole Public qui, riche de ses missions de formation, d'insertion sociale et professionnelle, mais aussi d'animation des territoires sans délaisser les espaces ruraux, faisait dire de lui à une époque qu'il était un enseignement modèle.